



Ministry of Education
Republic of Azerbaijan

Quatrième Conférence islamique des ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique

Rapport final

**Bakou, République d'Azerbaïdjan,
6-8 octobre 2008**

Rapport final
de la quatrième Conférence islamique des ministres de
l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique
Bakou, République d'Azerbaïdjan,
6-8 octobre 2008

1. La Conférence islamique des ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique a tenu, par la grâce de Dieu, sa quatrième session à Bakou, du 7 au 9 Chawal 1429 H, correspondant au 6-8 octobre 2008, sous le haut patronage de Son Excellence M. Ilham Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan. La Conférence a été tenue sous le thème « les potentialités scientifiques des jeunes au service du changement ».

2. La séance d'ouverture a été présidée par S.E. M. Elchin Efendiyev, vice-premier ministre au gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, en présence de S.E. Mme Fatma Abdullahzadeh, représentante de S.E. M. Ilham Aliyev le Président de la République d'Azerbaïdjan, de S.E. Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture –ISESCO-, de S.E. Dr Misir Mardanov, ministre de l'éducation et de l'enseignement au gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, de S.E. Dr Dato Seri Mohamed Khaled Noredin, ministre malaisien de l'enseignement supérieur, vice-président de la troisième Conférence islamique des ministres de l'enseignement supérieur, de S.E. Dr Ali Akbar Salehi, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de la Conférence islamique –OCI-, d'un certain nombre de ministres au gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, des représentants des organisations islamiques, arabes et internationales, des ambassadeurs des Etats membres accrédités auprès de la République d'Azerbaïdjan ainsi que plusieurs hautes personnalités.

3. Après un bref discours de bienvenue prononcée par S.E. Dr Misir Mardanov, ministre de l'éducation et de l'enseignement au gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, S.E. Mme Fatma Abdullahzadeh, représentante de S.E. le Président de la République d'Azerbaïdjan a donné lecture du message adressé aux membres de la Conférence par S.E. le Président. Dans son message, le Président a affirmé que le partenariat et la coopération avec les pays du monde islamique en matière de sciences et de technologie ainsi que le renforcement de la coopération avec les organes de l'Organisation de la Conférence islamique –OCI- figurent parmi les priorités du gouvernement d'Azerbaïdjan. En effet, a-t-il ajouté, le gouvernement azéri a adopté une politique axée sur la promotion des ressources humaines nationales pour une exploitation

optimale des ressources et des richesses naturelles et a réalisé de nombreuses réformes dans divers domaines grâce notamment aux ressources humaines et compétences locales hautement qualifiées.

Son Excellence a, en outre, appelé les Etats membres à redoubler d'efforts pour échanger les expériences entre les hommes de lettres et de sciences, les universités et les institutions de recherche scientifique, contribuant par là même à la réalisation des objectifs assignés à la Conférence, notamment la promotion des compétences académiques et du rendement des individus et des capacités techniques des institutions et au développement des structures socioéconomiques dans les Etats membres de l'Organisation de la Conférence islamique.

Son Excellence a exprimé dans son message son espoir de voir la présente session concevoir de nouvelles formes de coopération ainsi que des initiatives pratiques à même de réaliser le développement escompté et répondre aux attentes des peuples du monde islamique.

4. Ensuite, Dr Abdulaziz Othman Altwajri, Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture –ISESCO- a prononcé une allocution dans laquelle il a exprimé ses remerciements et toute sa considération à S.E le Président de la République d'Azerbaïdjan ainsi qu'à son gouvernement et son peuple, exprimant sa satisfaction quant aux réalisations accomplies dans l'intervalle entre les troisième et quatrième sessions de la Conférence en matière de promotion des sciences, de la technologie et de la recherche scientifique dans les Etats membres.

Son Excellence a, en outre, souligné l'intérêt que revêtent les questions et les projets soumis à la présente Conférence, d'autant plus que le monde d'aujourd'hui tend à mondialiser le savoir et notamment les cursus universitaires. Il a ajouté que l'ISESCO a mis l'accent sur le développement de l'enseignement supérieur parce que c'est la base de tout développement qu'il soit scientifique, technologique, économique, informatique ou administratif. Dans ce contexte, il a souligné que l'Organisation œuvre à la réalisation de plusieurs objectifs, notamment la consolidation d'une base scientifique dans le monde islamique, l'institution d'une société du savoir, le renforcement des capacités des Etats membres dans les domaines de la recherche scientifique, le développement des cursus scientifiques des établissements universitaires, le but étant de promouvoir un développement global, intégré, équilibré et durable, permettant au monde islamique d'accompagner les évolutions que connaît le monde dans les domaines scientifiques et technologiques.

Par ailleurs, il a déclaré qu'à travers cette Conférence, on est appelé à assumer d'importantes responsabilités quand on considère les grands défis auxquels le monde islamique se trouve confronté. D'où l'importance de cette Conférence qui, comme le souhaite le monde islamique, doit aboutir à des résultats susceptibles de consolider

l'action islamique commune dans les domaines de l'enseignement supérieur, les sciences et la technologie.

5. Son Excellence Dr Dato Seri Mohamed Khaled Noredin, ministre malaisien de l'enseignement supérieur en Malaisie, vice-président de la troisième Conférence islamique des ministres de l'enseignement supérieur, a ensuite prononcé un discours où il a souligné que le progrès réalisé par les nations au cours des dernières décennies indique clairement le rôle vital des sciences et de la technologie dans le développement des économies et des nouvelles industries, la création de nouvelles opportunités d'emploi et l'amélioration de la qualité de vie. En revanche, a-t-il affirmé, les planificateurs économiques et les décideurs qui n'ont pas accordé d'importance à la communauté scientifique et qui ne sont pas convaincus de la priorité qu'il faut accorder aux sciences et à la technologie dans le développement national n'ont pu acquérir aucune nouvelle capacité scientifique et technologique pour affronter leurs problèmes socio-économiques.

Il s'est dit, par ailleurs, satisfait de constater que les résolutions des sessions précédentes ont été prises en considération dans la mesure où de nombreuses initiatives ont été lancées par les Etats membres afin de développer les sciences et la technologie dans leurs pays, saluant par là même les efforts déployés par l'ISESCO pour réaliser plusieurs projets importants tels le Réseau scientifique du monde islamique et le Réseau d'Ethique des sciences dans le monde islamique.

Son Excellence a, en outre, appelé les membres de la Conférence à renforcer le rôle des sciences et de la technologie dans le progrès économique et l'orientation des jeunes vers des carrières scientifiques qualifiant au marché de l'emploi et leur permettre ainsi d'assumer pleinement leur rôle dans le processus de développement.

6. La parole a été ensuite donnée à Son Excellence Dr Ali Akbar Salehi, Secrétaire général adjoint de l'Organisation de la Conférence islamique, qui a donné lecture du discours du Secrétaire général, indiquant que le monde d'aujourd'hui traverse une phase déterminante où les peuples affrontent des problèmes et des défis majeurs, notamment la dégradation de l'environnement, les problèmes sanitaires et alimentaires, les conflits et les retombées de la dernière crise financière. Face à ces défis, a-t-il ajouté, les Etats de l'OCI sont tenus d'adopter une seule et unique vision stratégique à même de renforcer la volonté et l'action communes.

Son Excellence a précisé que les sciences, la technologie et l'innovation sont les clés qui permettront aux pays du monde islamique d'accéder au monde de la productivité et du développement socioéconomique. En effet, ces pays ne peuvent aspirer à une place de choix que s'ils mobilisent toutes leurs capacités pour acquérir le savoir et exploiter les sciences et les technologies en faveur de leur développement.

Il a souligné que le développement des sciences et de la technologie dans les Etats membres est tributaire de plusieurs éléments à savoir : la promotion qualitative des

cursus et matières scientifiques dans les écoles et les universités, le renforcement de la coopération entre les Etats membres, la formation des jeunes en sciences et technologie, le soutien apporté par le secteur aux efforts consentis par les gouvernements dans ce domaine.

7. Son Excellence Dr Abdulaziz Othman Altwaijri, Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture, et S.E. le vice-premier ministre ont ensuite remis **les prix ISESCO pour les sciences** au titre de 2008 aux lauréats suivants : Dr Hala U. Gali-Muhtasib de la République Libanaise, lauréate du prix ISESCO de biologie ; Dr Sharshenaliyeva Zaryl De la République de Kirguizstan, lauréate du prix ISESCO de chimie ; Dr Mouhamadou Bassir Diop, de la République du Sénégal, lauréat du prix ISESCO de géologie ; Dr Shaher Mohammad Ahmad Momani du Royaume Hachémite de Jordanie, lauréat du prix ISESCO de mathématiques ; Dr Mahmatali Safarov de la République du Tadjikistan, lauréat du prix ISESCO de physique ; et Dr Mohd Sapuan Salit, de la Malaisie, lauréat du prix ISESCO de technologie.

8. Au terme de la séance d'ouverture, l'on a procédé à l'adoption des projets d'ordre du jour, du programme de travail et à l'élection du bureau de la Conférence comme suit :

- **Le président** : République d'Azerbaïdjan

- **Les vice-présidents** :

* République du Soudan

* République du Mali

* République islamique d'Iran

- **Le rapporteur** : Etat du Koweït.

9. Les membres de la Conférence ont présenté en séances plénières des rapports sur les efforts de leurs gouvernements dans les domaines de compétence de la Conférence, notamment la promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans leurs pays respectifs et la mise à profit des ressources matérielles et techniques ainsi que les capacités humaines et scientifiques disponibles pour réaliser le progrès escompté dans les domaines de l'enseignement et des sciences, à la lumière des politiques nationales et de la perspective de chaque Etat dans ce domaine.

Après avoir écouté les exposés présentés par les Etats membres, les organisations arabes, islamiques et internationales sur l'enseignement supérieur et la recherche scientifique, la Conférence a invité ceux-là à poursuivre leurs efforts visant la promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, en tenant compte des besoins prioritaires, des politiques générales et des moyens disponibles.

10. Par la suite, le Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture –ISESCO- a présenté son rapport sur les efforts de l'ISESCO dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la technologie, passant en revue quelques réalisations importantes accomplies par l'ISESCO ou dont elle a été partie prenante sur les plans national, régional et international. Le Directeur général a cité un certain nombre de programmes et d'activités mis en œuvre par l'Organisation dans l'intervalle entre les deux sessions de la Conférence. Il a indiqué à ce propos que l'ISESCO a accordé une attention toute particulière au développement des capacités de recherche scientifique dans les Etats membres en mettant en œuvre un grand nombre d'activités relatives au développement des politiques de recherche scientifique et à la gestion en matière de sciences, de technologie et d'innovation. De plus, l'ISESCO a continué ses efforts en partenariat avec l'UNESCO et d'autres organisations internationales pour renforcer le rôle des parlements dans l'élaboration et l'orientation des politiques et programmes nationaux dédiés aux sciences, à la technologie et à l'innovation et ce, à travers l'organisation de plusieurs rencontres internationales spécialisées qui ont vu la participation d'hommes politiques et de parlementaires des Etats membres et d'ailleurs, des personnalités lauréates du Prix Nobel de la Paix ainsi qu'une pléiade de scientifiques.

Le Directeur général a mis l'accent sur l'importance du rôle de coordination assuré par l'ISESCO, contribuant ainsi à renforcer la coopération scientifique et technique entre le sud et le nord et entre les pays du sud. En effet, l'ISESCO a tenu, en coopération avec ses partenaires dans ce domaine, une réunion pour la création du Centre international pour la coopération sud-sud en science, technologie et innovation à Kuala Lumpur (Malaisie). L'Organisation a également œuvré avec le Groupe de travail (vision 1441) créé par l'Organisation de la Conférence islamique en vue de convaincre les leaders politiques dans les Etats membres de la relation étroite entre les sciences et le développement.

Le Directeur général a, en outre, précisé que, partant de l'éthique islamique et en partenariat avec plusieurs organisations et organismes régionaux et internationaux comme les Nations Unies, l'UNESCO, le Réseau mondial des Energies renouvelables et le COMSTECH, l'ISESCO a organisé des activités et des manifestations qui ont bénéficié aux Etats membres dans le sens du renforcement du rôle des sciences et des nouvelles technologies (la mécatronique, la nanotechnologie, la biotechnologie et le génie génétique) dans le développement des industries ayant un impact vital et direct sur le développement socioéconomique comme les industries de transformation et agroalimentaires, les énergies renouvelables et l'industrie pharmaceutique ; l'objectif étant de soutenir les efforts des Etats membres dans la lutte contre les problèmes et les phénomènes sociaux qui entravent le développement, notamment la pauvreté, le chômage, la famine, l'analphabétisme, les maladies incurables, la pollution et l'épuisement des ressources naturelles.

Le Directeur général a, par ailleurs, affirmé que l'ISESCO soutient la participation active et équitable des femmes dans les Etats membres à tous les domaines liés aux sciences et à la technologie. D'où la création du Réseau des femmes scientifiques et chercheuses dans les Etats membres ainsi que des chaires pour les femmes scientifiques. Par ailleurs, et en application de la résolution de la troisième session de la Conférence, l'ISESCO a œuvré, en coopération avec la Commission de la Science et de la Technologie pour un Développement durable dans le Sud (COMSATS), pour la création du Réseau scientifique du Monde islamique, un portail informatique qui permet aux visiteurs d'échanger les informations scientifiques et technologiques et qui fournit continuellement des données et des informations à même de faciliter et d'activer la communication et la coopération entre les universités et les établissements de recherche scientifique et entre les chercheurs et les scientifiques des différents pays du monde islamique. Dans cette même veine, l'ISESCO a poursuivi la tenue régulière des réunions du Conseil consultatif pour la mise en œuvre de la Stratégie pour les sciences, la technologie et l'innovation dans les pays islamiques. C'est ainsi qu'elle a tenu dans son siège à Rabat en juillet 2008, la quatrième réunion du Conseil qui a formulé des recommandations de grande importance allant dans le sens de la mise en œuvre de ladite Stratégie.

11. La Conférence a adopté le rapport du Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture sur les efforts de l'ISESCO dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la technologie, en tenant compte des observations des membres de la Conférence. **La Conférence a également adopté le rapport de la 4^{ème} réunion du Conseil consultatif pour la mise en œuvre de la Stratégie pour les sciences, la technologie et l'innovation dans les pays islamiques** et a exhorté les Etats membres à renouveler leurs engagements à réaliser le développement scientifique et technologique, à faire de celui-ci une priorité dans le cadre des plans nationaux de développement et à contribuer à hauteur de 1% au moins de leur PIB à la promotion de la science et de la technologie. Dans ce sens, la Conférence a recommandé aux Etats membres de prendre des mesures concrètes de manière à garantir la transition rapide de leurs économies vers des économies du savoir, et de promouvoir l'intégration des technologies de l'information et de la communication dans tous les domaines et ce, en vue de réduire le fossé numérique et de permettre aux Etats membres de mieux s'adapter aux normes internationales.

Dans ce sens, la Conférence a souligné la nécessité pour les Etats membres d'accorder davantage d'intérêt au développement des carrières scientifiques des jeunes, notamment des jeunes femmes, à travers des formations appropriées dans les domaines social, économique et professionnel et faciliter leur contribution au développement scientifique et technologique.

La Conférence a, en outre, déclaré 2009 année du renouvellement et de l'innovation dans les Etats membres de l'Organisation de la Conférence islamique et invité l'ISESCO et les parties compétentes dans les Etats membres à mettre en œuvre des projets et des programmes pour célébrer cette année, notamment en organisant des concours et des olympiades pour les jeunes dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation. La Conférence a salué la coopération entre l'ISESCO et le ICYF-DC, qui vise à engager les jeunes des Etats membres dans un enseignement conjoint du patrimoine culturel commun, à diffuser les vérités historiques sur "les catastrophes humanitaires dans les Etats membres de l'OCI" à travers des publications spéciales, en particulier, la première publication en arabe sur les massacres perpétrés par les forces arméniennes contre les civils azéris dans la ville de Khojaly, et s'est félicité des résultats de la réunion d'experts intergouvernementaux organisée par l'ICYF-DC et l'ISESCO au mois de mai 2008 à Istanbul, en faisant du Plan d'action conjoint et de la campagne internationale engagée sous le thème « Justice pour Khojaly » l'un des objectifs prioritaires des Etats membres pour la période 2009-2012. Elle a également salué l'institution d'une Journée de Mémoire pour la commémoration des catastrophes humanitaires endurées par les communautés musulmanes tout au long du XXème siècle ; recommandé l'intégration d'informations pertinentes sur les massacres commis contre les communautés musulmanes dans les livres d'histoire destinés à l'enseignement supérieur dans les Etats membres et appelé à l'intégration, dans les cursus de l'enseignement supérieur dans les Etats membres, un thème spécial consacré à la Journée de Mémoire. Elle a sollicité, à cet effet, l'ISESCO et l'ICYF-DC pour fournir aux Etats membres les documents de base pertinents, et appelé les Etats membres et les institutions de l'OCI à participer activement et à contribuer à la mise en œuvre des programmes et des initiatives prévus dans le cadre de la Journée de Mémoire.

La Conférence a, par ailleurs, exhorté les Etats membres à renforcer leur coopération en vue de réaliser le Programme d'Action décennal de l'OCI et à mobiliser tous leurs moyens en vue de faciliter l'exécution des programmes et des activités prévus à cet effet, le but étant de permettre la mise en œuvre de la Vision 1441 et d'allouer les ressources financières nécessaires à cet égard.

Dans ce contexte, la Conférence a invité le Directeur général à soumettre un rapport sur les efforts de l'ISESCO dans le domaine de l'enseignement supérieur, de la recherche scientifique et de la technologie à la prochaine session de la Conférence.

12. La Conférence a également adopté le projet de document sur la transition des économies des pays islamiques vers une économie du savoir, et a invité les Etats membres à orienter les mécanismes économiques et les moyens de production vers une économie du savoir et à renforcer la base scientifique des infrastructures de développement de manière générale. La Conférence a, en outre, incité les établissements universitaires, les centres de recherche scientifique, les instances scientifiques

spécialisées, le secteur privé et les bailleurs de fonds à promouvoir le partenariat et la coopération afin d'échanger les expertises et activer les dimensions scientifiques de l'économie.

13. La Conférence a, par ailleurs, adopté le projet de document relatif à l'Espace islamique de l'enseignement supérieur, et a chargé le Directeur général d'élaborer le projet de mécanismes techniques et juridiques pour la création de l'espace islamique de l'enseignement supérieur et le présenter à la prochaine session de la Conférence. La Conférence a, en outre, incité les instances officielles dans les Etats membres, les établissements universitaires et de recherche ainsi que les institutions régionales et internationales concernées à collaborer avec l'ISESCO et la Fédération des Universités du Monde islamique (FUMI) aux fins de mettre en œuvre ce projet pilote et a invité le Directeur général à soumettre cette question à la prochaine session de la Conférence.

14. Après avoir écouté l'exposé présenté par le Secrétaire général adjoint de l'OCI, chargé des sciences et de la technologie concernant le projet de document sur le classement des universités du Monde islamique ainsi que les explications fournies par le Directeur général pour les sciences et la technologie au sein de l'OCI, les chefs de délégation ont fait remarquer qu'ils n'ont pas reçu le document en question en leur qualité de parties compétentes devant statuer sur le contenu et les mécanismes de mise en œuvre de ces documents dans leurs pays. Ils ont, par ailleurs, mis l'accent sur la nécessité que la Conférence adopte les projets, les plans et les stratégies relatives aux questions de l'enseignement supérieur, la recherche scientifique, la technologie et l'innovation avant de les soumettre aux autres conférences islamiques dans le cadre de l'OCI.

A la lumière des délibérations qui ont eu lieu, la Conférence a, ensuite, décidé de soumettre le projet de document aux ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique dans les Etats membres pour d'être étudié davantage et fournir leurs observations à l'OCI et à l'ISESCO afin de présenter le document dans sa version amendée et l'étudier dans le cadre de l'actuelle commission avant de le soumettre à la cinquième session de la Conférence islamique des ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique pour décision pertinente. La Conférence a également invité le Directeur général de l'ISESCO à présenter des rapports périodiques sur la question aux conférences spécialisées tenues en la matière dans le cadre de l'Organisation de la Conférence islamique

15. Après avoir écouté les exposés du Secrétaire général adjoint de l'OCI et des représentants des institutions participant à la mise en œuvre du projet, **la Conférence s'est félicitée du lancement du projet relatif à l'Atlas de l'innovation dans le Monde islamique** qui vise à dresser la carte des tendances scientifiques, technologiques et d'innovation dans les Etats membres de l'OCI, à travers des études de référence, le but étant de mettre à profit la relation qui existe entre la science, la technologie, l'innovation,

la foi, la culture et la politique; rendre le processus de développement scientifique plus visible pour les décideurs politiques et pour les autorités gouvernementales et permettre de prendre des mesures effectives pour la promotion de la science, la technologie et l'innovation dans leurs pays sur une base réaliste. La Conférence a appelé l'Equipe de gestion du projet ainsi que le Groupe de pilotage du projet à poursuivre leurs efforts et assurer de près le suivi des différentes phases du projet, en prenant en considération les méthodologies adéquates et a recommandé au Groupe de consultation et de révision d'impliquer dans les études et enquêtes, toutes les parties concernées, y compris les institutions clés comme les universités, les agences gouvernementales, les centres de recherche, les groupes de réflexion, les organisations non gouvernementales, les entreprises privées, les parcs scientifiques, les agences d'affaires, les associations caritatives etc. afin d'évaluer toutes les données et toutes les informations nécessaires à la réalisation d'études en la matière.

En outre, la Conférence a incité les Etats membres à identifier un Partenaire national de recherche, notamment une institution qui soit reconnue ou un centre d'excellence émergeant ayant de bons liens avec le gouvernement, l'industrie, les secteurs académique et privé, la société civile et les milieux de la recherche et a recommandé au Partenaire national de recherche de collaborer étroitement avec le Groupe de recherche de l'OCI, l'ISESCO et l'UE afin de produire une étude globale, rigoureuse et indépendante sur les capacités scientifiques et d'innovation du pays ainsi que les opportunités et les obstacles qui se posent, le but étant de promouvoir et d'aider le Groupe de recherche à identifier les institutions et les individus qui sont capables de soutenir la recherche.

La Conférence a, par ailleurs, salué la coopération qui existe entre l'OCI, l'ISESCO, le COMSTECH, la BID, le SESRIC, la Royal Society (Royaume-Uni), Nature, le British Council, le CDTI et DEMOS et a exhorté les autres organisations islamiques, européennes, internationales, régionales et nationales à appuyer le projet aussi bien sur le plan financier que technique.

16. Par ailleurs, la Conférence a adopté le projet de document sur les modes d'opération et fonctions du Centre islamique des Citations qui permet l'accès à l'information bibliographique actuelle et rétrospective ainsi qu'aux index et analyses des citations couvrant les revues scientifiques des Etats membres, y compris les revues rédigées dans les langues nationales et l'index des citations dans le domaine des sciences et salué les efforts déployés par l'ISESCO pour la création du Centre islamique des Citations au service des Etats membres, en soulignant la nécessité de garantir toutes les conditions de succès au Centre, à travers l'établissement de réseaux appropriés et le renforcement des systèmes internationaux tels l'ISI en vue d'en faire une composante essentielle dans l'action menée dans ce domaine à l'échelle internationale.

De plus, la Conférence a recommandé aux Etats membres de stimuler la vision prospective des recherches scientifiques, diffuser leurs publications scientifiques dans les

langues internationales, régionales et nationales, en coordination avec le Centre islamique des Citations de manière à leur permettre de mettre à jour leurs publications et présenter des services aussi performants que ceux de l'ISI, Scopus et Google Scholar, l'objectif étant d'obtenir la reconnaissance académique de leurs travaux de recherche scientifique. D'autre part, la Conférence a incité le Centre islamique des Citations à mettre en place une version électronique de l'index des citations couvrant les revues scientifiques et technologiques pionnières dans le Monde islamique et la rendre disponible à travers Internet, faciliter les citations en se basant sur les travaux de recherche et d'évaluation, et fournir des informations précises et de qualité pour les planificateurs afin d'évaluer les travaux de recherche et jauger leur progrès scientifique.

17. La Conférence a adopté la version amendée de la Stratégie pour les sciences, la technologie et l'innovation dans les pays islamiques et ses mécanismes de mise en œuvre. Elle a également souligné la nécessité de respecter les résolutions précédentes des Conférences de l'Organisation de la Conférence islamique appelant à s'abstenir de créer de nouvelles instances dans le cadre de l'OCI de manière à éviter le double emploi, le gaspillage des fonds et la divergence des points de vue, notamment dans le domaine des sciences, de la technologie et de l'innovation. La Conférence a, par ailleurs, réaffirmé la mission confiée à l'ISESCO par le Sommet islamique, à savoir la mise en œuvre de la Stratégie pour les sciences, la technologie et l'innovation dans les pays islamiques et autres stratégies se rapportant à ces domaines, en sa qualité d'Organisation spécialisée dans les domaines des sciences, de la technologie et de l'innovation pour les Etats membres de l'Organisation de la Conférence islamique.

Dans la même veine, la Conférence a invité le Directeur général de l'ISESCO à élaborer des programmes de mise en œuvre et des projets de terrain, en se basant sur la Stratégie et en coopérant avec les organisations et les instances concernées et ce, dans le cadre des plans d'action de l'Organisation et dans la limite des ressources disponibles. A cet effet, elle a incité les parties compétentes dans les Etats membres, les fédérations d'universités, les organisations et les instances arabes, islamiques et internationales à coopérer avec l'ISESCO pour le financement et la mise en œuvre des activités, programmes et projets portant sur les sciences, la technologie et l'innovation. Elle a également appelé les Etats membres à s'inspirer de la Stratégie lors de l'élaboration et la mise en œuvre des plans et stratégies nationaux dédiés à la promotion de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique, suivant les besoins et les priorités de chaque Etat.

La Conférence a également insisté sur l'importance de mettre en évidence l'optique islamique en matière d'éducation, d'enseignement et de recherche scientifique, notamment ses valeurs et idéaux pour la construction de l'individu et de la société ainsi que l'éthique des sciences et de la technologie et ses implications sociale, culturelle et économique.

18. En outre, la Conférence a adopté le projet de création du Réseau des femmes scientifiques dans les Etats membres de l'OCI et invité le Directeur général de l'ISESCO à élaborer les mécanismes techniques et juridiques pour le projet de création du Réseau islamique des femmes scientifiques dans les Etats membres de l'OCI. Par ailleurs, elle a appelé les parties compétentes dans les Etats membres et les organisations régionales et internationales à soutenir l'action du Réseau et à consolider le rôle des femmes scientifiques dans les cercles scientifiques et au sein des institutions de recherche spécialisées, saluant par là même, les efforts déployés par le Conseil consultatif pour l'élaboration du présent projet.

19. La Conférence a ensuite adopté le rapport du Directeur général de l'ISESCO, Secrétaire général de la FUMI, sur la mise en œuvre des activités du Secrétariat général de la Fédération tel qu'il figure dans le document. Elle a ainsi invité le Secrétaire général de la FUMI à poursuivre ses efforts en vue d'élargir les domaines de coopération et de partenariat avec les fédérations similaires et les institutions arabes, islamiques et internationales spécialisées, dans le cadre de la mise en œuvre des programmes. A cet égard, elle a remercié la Fédération internationale des Universités, l'Union des Universités arabes et l'Union des Universités africaines pour leur coopération avec la FUMI dans la mise en œuvre des activités communes, et invité tous ces organismes à poursuivre et développer cette coopération. La Conférence s'est également félicitée des efforts consentis par le Secrétaire général de la Fédération et ses collaborateurs dans la promotion de l'action de la Fédération, l'accroissement du nombre des universités membres et la mise en œuvre des activités de la FUMI. A cet effet, elle a invité les universités et les instituts supérieurs qui n'ont pas encore adhéré à la FUMI à le faire, et exhorté les universités membres à contribuer activement aux activités, programmes et projets de la FUMI et veiller à verser leurs contributions et leurs arriérés.

20. La Conférence a, par ailleurs, élu les membres du Conseil consultatif pour la mise en œuvre de la Stratégie pour les Sciences, la Technologie et l'Innovation dans les Pays islamiques, parmi les Etats suivants :

- République d'Azerbaïdjan : Président de la quatrième session de la Conférence.

- Région arabe:

* République Tunisienne

* Sultanat d'Oman

* République du Yémen

- Région asiatique:

* République islamique du Pakistan

* Sultanat de Brunei Darussalam

* République de Kirghizistan

- Région africaine:

* Burkina Faso

* République de Sierra-Leone

* République du Niger

La Conférence a également résolu de désigner l'Organisation de la Conférence islamique (OCI), la Banque islamique de Développement (BID) et le COMSTECH en tant que membres siégeant audit Conseil. En outre, l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture -ISESCO- assurera le Secrétariat général du Conseil. La Conférence a, par ailleurs, invité les Etats membres à désigner leurs représentants au sein du Conseil, en prenant en charge les frais de déplacement de leurs représentants aux réunions du Conseil consultatif et appelé tout Etat qui présente des projets scientifiques à y prendre part, à ses frais, en qualité d'observateur.

21. En outre, et suite à l'aimable invitation de la Malaisie pour accueillir la prochaine session, la Conférence a résolu de tenir sa cinquième session en Malaisie, au cours de la deuxième moitié du mois d'octobre 2010 et appelé l'ISESCO à agir en coordination avec les parties compétentes en Malaisie et entreprendre les démarches nécessaires afin d'organiser la Conférence en tant que partie chargée de l'organisation des Conférences islamiques des ministres de l'enseignement supérieur et de la recherche scientifique.

22. Au terme de leurs travaux, les conférenciers ont exprimé leurs remerciements et leur gratitude au Président de la République d'Azerbaïdjan ainsi qu'à son gouvernement et son peuple pour l'accueil chaleureux, l'hospitalité et la sollicitude dont ils ont été entourés ainsi que pour toutes les facilités fournies, garantissant ainsi toutes les conditions de réussite à la Conférence. Par ailleurs, la Conférence a adressé un message de remerciements et de gratitude à S.E. M. Ilham Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan.

23. Lors de la séance de clôture, la Conférence a résolu d'adopter le projet de rapport final de ses travaux. La parole a ensuite été donnée à S.E Dr Misir Merdanov, ministre de l'éducation au Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan. Dr Abdulaziz Othman Altwajri, Directeur général de l'Organisation islamique pour l'Education, les Sciences et la Culture a ensuite pris la parole pour exprimer sa satisfaction quant au succès de la Conférence et qualifié ses résolutions d'importantes.

La Conférence a clôturé ses travaux par l'allocution de S.E le Président de la Conférence, Dr Misir Merdanov, ministre de l'éducation au Gouvernement de la République d'Azerbaïdjan, dans laquelle il a remercié les membres de la Conférence pour

leur remarquable travail, confirmant sa pleine disposition à assumer ses responsabilités et à poursuivre son action dans le but de mettre en œuvre les résolutions de la Conférence, en coordination avec l'Organisation islamique pour l'Éducation, les Sciences et la Culture.

Au terme de cette séance, la Conférence a adressé un message de remerciement et de gratitude à Son Excellence Ilham Aliyev, Président de la République d'Azerbaïdjan.